

## PIB: le compte n'est plus bon

Sandra Moatti | *Alternatives Economiques* n° 283 - septembre 2009

Le PIB tient trop de place dans le débat public: cet indicateur ne reflète plus les enjeux majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées.

Au volant de sa voiture, Dolorès est énervée. La journée a été exténuante au bureau, elle a mal au dos et cela fait vingt minutes qu'elle est bloquée derrière ce camion qui crache une fumée épouvantable. Pas moyen de fermer les fenêtres par cette chaleur. Il serait peut-être temps d'acheter une voiture avec la clim' en profitant de la prime à la casse... En plus, elle va encore être en retard. Heureusement l'assistante maternelle qui garde son fils ne rechigne pas à faire des heures sup'. Quand elle arrive enfin chez elle, après avoir attrapé une pizza pour le dîner, elle croise son voisin, tout souriant, et répond vaguement à son salut.

Félix sourit, car il est enchanté de sa journée. Il se félicite de sa décision de passer aux quatre cinquièmes pour s'occuper des enfants le mercredi. Cette partie de foot au parc lui a fait un bien fou. Longtemps qu'il n'avait pas couru autant. Après ça, les devoirs ont été un jeu d'enfant! Il a même eu le temps de faire une tarte avec les beaux fruits que tante Yvonne leur a ramenés de son jardin dimanche. Il aurait bien invité la voisine à en prendre une part, mais elle n'avait pas l'air de bonne humeur...

En termes de produit intérieur brut (PIB), pourtant, la journée de Dolorès a été excellente: neuf heures de travail pour elle, un peu plus encore pour l'assistante maternelle (moins bien payées certes), plusieurs séances de kiné et l'achat d'une nouvelle voiture en perspective, sans compter la pizza! Celle de Félix, en revanche, a été nulle. En termes de bien-être, de santé, d'éducation, de liens sociaux, c'est évidemment tout autre chose. Mais de la lombalgie de Dolorès et des gaz d'échappement du camion, le PIB ne tient aucun compte. Pas plus d'ailleurs que de l'exercice physique de Félix, du temps passé avec ses enfants, ni des fruits de tante Yvonne.

Qu'est-ce qui compte?

Rien d'étonnant à cela. Comme tout indicateur, le PIB repose sur des conventions: il opère des choix sur ce qui compte et sur la manière de le compter. Il mesure ce qui est produit, pendant une période donnée, par du travail rémunéré. Cette convention n'est pas illégitime: elle prend acte de la place primordiale prise, dans nos sociétés, par le travail et la monnaie. Elle traduit en outre un double consentement: en comptabilisant la production marchande à son prix de marché, le PIB exprime le consentement des individus à payer pour ces biens et ses services; en intégrant les dépenses des administrations publiques, sur la base de leur coût de production, il reflète également les choix collectifs d'une société donnée. La valeur qu'il exprime découle donc d'une double procédure de validation: le marché et le vote du Parlement. Difficile de dépasser une telle convention de richesse dans une économie monétaire et une société démocratique.

Dans ce cadre, le PIB rend aussi de grands services. Somme des valeurs ajoutées de toutes les unités productives sur un territoire donné, il renseigne sur la manière dont la richesse monétaire est générée, utilisée et répartie. Le PIB et, plus largement, la comptabilité nationale sont donc des outils indispensables pour comprendre le fonctionnement d'une économie et conduire une politique économique.

Le PIB a aussi conquis une place centrale dans les discours politiques et médiatiques. Il repose en effet sur une unité de compte hors pair - la monnaie - qui lui assure d'emblée ce caractère synthétique qui paraît résumer en un chiffre la complexité du réel.

Pour autant, le prix d'un bien ou d'un service ne dit pas tout de sa valeur. D'abord, la valeur monétaire n'est pas la valeur d'usage: cent euros sont plus "utiles" à un pauvre qu'à un riche, mais ils sont toujours cent euros (le PIB ne dit rien de la répartition de la richesse). Ensuite, le marché n'étant pas parfait, les prix peuvent être trompeurs, ne pas bien renseigner sur la rareté d'un bien ou sur l'utilité qu'une activité procure. Enfin, bien souvent, le prix n'existe pas du tout. Le PIB exclut ainsi tout ce qui n'a pas de prix et qui contribue pourtant au bien-être individuel et collectif: les soins prodigués aux proches, le travail domestique, les activités citoyennes... Il ne tient pas compte non plus du "service" rendu par un air pur, une belle forêt, une mer poissonneuse ou un climat clément.

## Le progrès ne consiste pas à produire toujours plus

Dominique Méda

*Une longue tradition philosophique a conduit à assimiler la croissance économique au progrès. Ce qui importe aujourd'hui, c'est de prendre soin de notre patrimoine commun.*

**Dominique Méda** est l'auteure d'une réflexion pionnière sur la pauvreté de notre mesure de la richesse (voir "Pour en savoir plus"). Elle est membre du collectif Fair (Forum pour d'autres indicateurs de richesse).

Entretien réalisé par Sandra Moatti dans le cadre du dossier [« Richesse, bien-être, progrès: comment refaire les comptes? »](#), à lire dans *Alternatives Economiques* n° 283, septembre 2009 (actuellement en kiosque), qui propose également :

- [Indicateurs de progrès, un enjeu démocratique](#). Inégalités, santé, qualité de l'environnement... : retour sur les pistes avancées par la commission Stiglitz pour la prise en compte des phénomènes que le PIB ne mesure pas. (**accès libre**)
- [PIB: le compte n'est plus bon](#). Le PIB tient trop de place dans le débat public: cet indicateur ne reflète plus les enjeux majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées.
- [La bataille des indicateurs](#). Si tout le monde est à peu près d'accord pour faire descendre le PIB de son piédestal, désigner son remplaçant est bien plus compliqué.
- [Associer les citoyens](#). Les recommandations de la commission Stiglitz vont dans le bon sens, mais il faut dépasser le monopole des économistes sur l'expertise.

### A quelle idée de progrès le produit intérieur brut (PIB) renvoie-t-il?

Assimiler le progrès à la croissance du PIB, c'est penser qu'une société progresse quand elle produit beaucoup et que beaucoup de biens et de services sont amenés sur le marché et sont appropriés, consommés par des agents économiques. Dans une telle conception, le progrès se ramène à la mise en valeur la plus intense possible du capital naturel, mais aussi du capital humain. Cette assimilation de la croissance au progrès est l'héritière d'une longue tradition philosophique.

Il y a d'abord cette idée, particulièrement bien portée par Adam Smith, que plus la production est forte, plus l'abondance se répandra dans les différentes classes du peuple et plus la société sera en fin de compte démocratique. Pour bien comprendre cela, il faut voir que le lien économique - la production et l'échange - a longtemps semblé et continue d'apparaître comme la moins mauvaise solution apportée à la question centrale de "l'insociable sociabilité de l'homme", autrement dit à la question de savoir comment canaliser la violence, tenir les individus ensemble et promouvoir un ordre social stable.

Au cours du XIXe siècle deux éléments centraux vont s'ajouter: l'idée que la production est l'acte humain par excellence grâce auquel l'homme transforme le monde dans lequel il vit et se transforme lui-même. La production assure en quelque sorte la tâche de spiritualisation de la nature qui incombe à l'homme. La

consommation, elle aussi, stimule les facultés humaines en nous rendant plus raffinés et plus sensibles. Production et consommation apparaissent donc comme des ferments de civilisation.

Il y a enfin ce que l'on peut appeler "le coup de force de l'économie", qui va réinterpréter la notion d'utilité en la définissant uniquement du point de vue de l'individu. Pour la science économique est utile ce qui est désiré par quelqu'un, quelle que soit la nature de ce désir. Et le prix de marché est l'unique moyen d'attester ce caractère désirable.

### **Pourquoi est-il si difficile de dépasser cette conception du progrès?**

Il me semble que cela tient notamment au refus de la science économique de reconnaître l'existence même d'un collectif, d'une communauté qui aurait une existence ou un intérêt, un ou des biens communs différents de celui de chacun de ses membres. Pour elle, il n'y a pas de société, mais seulement des individus, il n'y a qu'une utilité individuelle et non collective. Or la société n'est pas un vain mot. Pour s'en rendre compte, il suffit d'imaginer ce qui se passerait si une pollution majeure ou le réchauffement climatique menaçaient tout un territoire, ou encore si une guerre, civile ou extérieure, éclatait du fait d'insupportables inégalités. Cette expérience mentale fait ressurgir le collectif sous la forme d'un patrimoine commun, à la fois naturel et social, celui qu'il nous incombe de préserver et de développer. Dès lors, le progrès ne consiste pas à produire toujours plus, en sollicitant indéfiniment la nature pour assouvir des désirs individuels eux-mêmes infinis, mais à prendre soin de notre patrimoine commun.

### **Qui dit indicateur, dit nécessairement quantification. N'y a-t-il pas des effets pervers à l'introduction du quantitatif dans toutes les dimensions de la vie?**

On doit toujours se souvenir que ce qui n'est pas compté finit par ne plus compter, par être oublié, nié, étouffé. Je suis donc persuadée qu'il faut essayer de tout compter ou alors de distinguer des activités, des morceaux de réalité que nous sanctuarisons. Et quantifier ne signifie pas tout convertir en unité monétaire, mais faire un inventaire, par exemple de nos ressources physiques. Il nous faut faire un inventaire de ce à quoi nous tenons, et c'est un exercice démocratique extraordinairement important.

Les préoccupations des créateurs de la comptabilité nationale, dans les années 1930 et 1940, étaient ailleurs: la priorité des pouvoirs publics était à la mobilisation des capacités productives en vue de l'effort de guerre, puis de la reconstruction. Croissance économique était alors synonyme de puissance nationale, de bien-être matériel, mais aussi d'augmentation du niveau d'instruction, d'allongement de la vie humaine et d'inclusion sociale, la croissance du PIB étant étroitement corrélée à celle de l'emploi.

### **Aveuglement**

Depuis, trois changements majeurs sont intervenus, qui démentent cette assimilation entre croissance et progrès. Le premier tient à la prise de conscience, dès le début des années 1970, de la fragilité des équilibres naturels et de la finitude des ressources. A cet égard, la mesure offerte par le PIB se révèle deux fois trompeuse. Tout d'abord, le PIB ignore les ponctions que la production opère sur le patrimoine naturel et qui conduisent à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement de ressources non renouvelables. C'est en effet un indicateur de flux de production, non de stock de richesses. Il mesure en outre une production brute: il ne tient pas compte de "l'amortissement" du capital naturel, quand bien même on parviendrait à l'évaluer monétairement. En revanche, il compte positivement les dépenses nécessaires pour compenser les dommages que la production occasionne. Que les camions polluent l'air des villes n'enlève rien au PIB, mais que Dolorès s'équipe de la climatisation parce qu'elle ne peut plus rouler les fenêtres ouvertes l'augmente. Que cette climatisation envoie à son tour des gaz à effet de serre dans l'atmosphère compte pour rien... Plus le PIB augmente, plus augmentent aussi les dépenses dites "défensives", engendrées par la dégradation de l'environnement, l'extension des villes, la complexité des sociétés contemporaines.

Deuxièmement, les transformations structurelles des économies affectent la pertinence du PIB comme mesure même de la production. Le rôle économique de l'Etat, l'accélération du cycle de vie des produits sous l'effet des changements technologiques, l'investissement immatériel: autant de réalités mal prises en compte dans la comptabilité nationale et qui biaisent la mesure de la croissance et les comparaisons entre pays (1)...

Le troisième changement porte sur ce que Dominique Méda appelle les "*corrélations rassurantes*". Celles-ci ont longtemps fait rimer croissance avec progrès social. Au-delà d'un certain niveau de richesse, toute corrélation disparaît entre l'espérance de vie ou l'accès à l'éducation et le PIB (2). Et loin d'observer une réduction des inégalités dans les pays riches, comme on aurait pu s'y attendre (3), on assiste au contraire à leur creusement depuis un quart de siècle.

La crise actuelle illustre l'aveuglement que produit l'impérialisme du PIB. A force de sacraliser la croissance, on en a négligé les autres indicateurs qui signalaient l'accumulation des risques. Ainsi, explique l'économiste Jean Gadrey, "*la vive croissance américaine des dix dernières années a pu être érigée en exemple à suivre, alors qu'elle n'était soutenable ni sur le plan financier et économique, ni sur le plan social (la majorité des Américains a en réalité connu une décennie de stagnation ou de déclin), ni sur le plan environnemental (tous les indicateurs physiques montrent un dépassement des seuils d'alerte)*". Autrement dit: le PIB et sa croissance ne nous envoient pas les bons signaux pour juger de la santé d'une économie, ni pour prendre à temps les bonnes décisions. Il en faut d'autres, plus adaptés aux défis de notre temps. Mais lesquels?

(1)

Tous ces points sont très clairement exposés dans le livre de Valérie Charolles, *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité?*, éd. Fayard, 2008.

(2)

"Croissance, bien-être et développement durable", *Alternatives Economiques* n° 266, février 2008.

(3)

Cette idée est illustrée par la courbe de Kuznets, du nom de l'économiste qui l'a proposée dans les années 1950. Son hypothèse est la suivante: à partir d'un certain niveau de PIB par habitant, la source majeure de la croissance n'est plus l'accumulation de capital physique entre quelques mains, mais l'accroissement du capital humain de chacun. Si bien que les inégalités devraient normalement régresser.

Article issu du dossier [Richesse, bien-être, progrès: comment refaire les comptes?](#)

Sandra Moatti | *Alternatives Economiques* n° 283 - septembre 2009

[...] Notes

(1)

Tous ces points sont très clairement exposés dans le livre de Valérie Charolles, *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité?*, éd. Fayard, 2008.

(2)

"Croissance, bien-être et développement durable", *Alternatives Economiques* n° 266, février 2008.

(3)

Cette idée est illustrée par la courbe de Kuznets, du nom de l'économiste qui l'a proposée dans les années 1950. Son hypothèse est la suivante: à partir d'un certain niveau de PIB par habitant, la source majeure de la croissance n'est plus l'accumulation de capital physique entre quelques mains, mais l'accroissement du capital humain de chacun. Si bien que les inégalités devraient normalement régresser.

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle des pages publiées sur ce site à des fins professionnelles ou commerciales est soumise à l'autorisation d'Alternatives Economiques (Tel : (33) 03 80 48 10 25 - [abonnements@alternatives-economiques.fr](mailto:abonnements@alternatives-economiques.fr)). En cas de reprise à des fins strictement privées et non commerciales merci de bien vouloir mentionner la source, faire figurer notre logo et établir un lien actif vers notre site internet [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr).